

« Le gouvernement veut tuer les communes » : 300 élus de l'Essonne unis contre le projet de loi de finances

Maires, adjoints, parlementaires et conseillers départementaux ont manifesté ce lundi matin devant la préfecture de l'Essonne pour protester contre le nouveau « coup de rabot » sur le budget des collectivités locales envisagé par le gouvernement.

Par **Cécile Chevallier**

Le 18 novembre 2024 à 16h44



Evry-Courcouronnes
projet de loi de fin

Les plus lus

Affaire Slimane : une deuxième plainte pour agression sexuelle déposée contre le chanteur

Guerre en Ukraine : la France réaffirme que l'utilisation de ses missiles sur le sol russe reste une « option »

Toutes les tendances politiques sont représentées, tous les profils de communes, rurales et urbaines, petites et grandes, les agglomérations aussi... Ce lundi matin, plus de 300 élus se sont rassemblés devant la préfecture de l'Essonne à Évry-Courcouronnes. Ils ont répondu à l'appel à manifestation lancée par l'Union des maires de l'Essonne (UME) [contre le projet de loi de finances \(PLF\) 2025](#), pas adopté à l'Assemblée nationale et en discussion au Sénat, qui vise à faire des économies et qui pourrait amputer le budget des collectivités locales de 5 milliards d'euros.

« Ce PLF tel que proposé par le gouvernement est inacceptable, scande Francisque Vigouroux, maire (Horizons) d'Igny et président de l'UME 91. En Essonne, il prévoit plusieurs prélèvements financiers auprès des dix plus grandes communes et EPCI (intercommunalités) ainsi que le département, de plusieurs dizaines de millions d'euros. Les autres communes sont également impactées et leurs comptes publics locaux vont être dégradés. Qui assurera les services publics si les communes ne fonctionnent plus demain ? Nous sommes le premier et dernier maillon social dans lequel les habitants se reconnaissent. »

À lire aussi Budget 2025 : le gouvernement va réduire « très significativement » l'effort demandé aux collectivités territoriales

Les élus ont résumé leurs revendications sur plusieurs banderoles et par-dessus leur écharpe tricolore : « Communes sacrifiées = République en danger ». Ou encore : « Le gouvernement veut tuer les communes ».

« Se mettre les maires à dos, c'est suicidaire »

Aurélie Gros, maire (Idéal citoyens, ex-La France vraiment) du Coudray-Montceaux, estime que « se mettre les maires à dos, c'est suicidaire. Ma commune d'un peu moins de 5 000 habitants n'est pas directement concernée par les coupes budgétaires annoncées car nous ne percevons pas de dotation globale de fonctionnement. L'État estime que nous n'utilisons pas tout notre potentiel fiscal. Même si [nous avons augmenté cette année la taxe foncière de 26 %](#), nous restons parmi les taux les plus bas. Mais on pourrait imaginer qu'on nous demande de verser de l'argent pour combler la mauvaise gestion de l'État. »



Evry-Courcouronnes, le 18 novembre 2024. La maire du Coudray-Montceaux, Aurélie Gros, estime "suicidaire de la part du gouvernement de se mettre les maires à dos". LP/Cécile Chevallier

« On se moque de nous quand on dit que les communes sont responsables du déficit public, déplore Jacques Mione, maire (sans étiquette) de Ballancourt. Contrairement à l'État, nous sommes dans l'obligation de voter nos budgets à l'équilibre. Et nous avons une durée d'endettement très raisonnable, moins de dix ans obligatoirement. On a du mal à comprendre pourquoi l'État manque tant d'argent alors qu'on a déjà subi plusieurs coupes. »